

Le Fruit

Produit d'une société « avancée » ?

La démocratie est le fruit d'un arbre planté dans un verger où jadis se rencontraient de multiples essences, certaines particulièrement vénéneuses.

Si nous devons inventorier cet arboretum, ou plutôt en retourner la terre pour y découvrir les multiples espèces ayant disparu, les mottes surgies sous le socle de notre charrue contiendraient alors l'histoire de l'humanité tout entière.

Aujourd'hui, seuls quelques arbres subsistent, tous ou presque plongeant leurs racines dans un terreau économique, religieux ou révolutionnaire, l'un étant parfois à l'origine de l'autre. Aux essences multiples ayant poussé sur la planète, diversifiées par des jardiniers ayant tous cultivé leurs propres vergers, se sont lentement substitués quelques troncs solidement implantés, alors que de leurs branches sortent des rameaux portant des fruits aux saveurs diverses et variées. La démocratie est l'un d'eux, issue d'un ensemble de greffes qui, toutes, n'ont pas pris de la même manière. N'importe, même si ses fruits sont soumis aux aléas de climats différents, modifiant leur goût comme leur couleur ou leur forme, l'espèce est reconnaissable à sa consistance, sa compacité et surtout la dilection que le peuple éprouve pour son arôme, à nul autre pareil. Après y avoir goûté, il n'en veut plus d'autres, même si sa chair change parfois de consistance.

Cependant le fruit démocratique n'a pas, il s'en faut, rempli à ras bord le panier du ménage planétaire. Son goût n'emporte pas toujours l'adhésion, il a parfois un relent acide chez ceux réduits à n'en consommer que les moins mûrs, ou les plus blets. Alors ils se tournent vers d'autres étals, où sont offertes, lisses et rutilantes, des variétés dont les vendeurs vantent l'incomparable qualité, tout en omettant d'en mentionner le prix. On ne paye qu'après avoir mordu dedans, mais c'est alors qu'on s'aperçoit qu'il s'agit d'espèces dont l'ingestion peut être mortelle.

Dans l'hypermarché politique, le présentoir démocratique se signale par son abondance et sa diversité, mais il n'occupe qu'un espace restreint comparé au reste de la surface de la terre. Bien des chalands n'y ont pas accès, même si la plupart convoitent une marchandise dont le goût principal se nomme « liberté ».

Mais laissons-là ces allégories sylvestres. Notre temps présent réclame d'autres analyses, qu'un monde redimensionné, que d'aucuns nomment « mondialisé », semble s'essouffler à découvrir et surtout accepter. Alors qu'autrefois la démocratie moderne semblait une panacée pour les peuples en quête d'une liberté non pas octroyée mais érigée, d'autres idéologies se sont dressées sur son chemin, brandissant des étendards composites, de flamboyantes bannières, sur lesquelles s'inscrivait, incontournable, le mot « progrès ».

La démocratie croyait avoir apprivoisé le terme et donné un sens définitif à ce dernier. Il servait d'arc-boutant aux cathédrales démocratiques occidentales et si, comme pour les édifices religieux, différentes époques et beaucoup de temps seront nécessaires avant d'achever ce que l'on pouvait considérer comme l'aboutissement d'une lente démarche initiée par des clercs jusqu'à son achève-

ment par le peuple, l'édifice semblait désormais à l'épreuve du temps.

Hélas, celui-ci ne s'apprivoise ni ne se congèle. Ce que l'on construit ne postule la durée que dans la mesure où la conscience du temps qui s'écoule, périmant le définitif au profit du provisoire, comporte une mise à jour permanente des structures, des ajouts comme des suppressions. Le « progrès » n'est rien d'autre qu'une notion générale d'appartenance au temps, lequel ordonne son évolution. Il ne peut se réclamer d'aucune idéologie, religieuse ou politique. Ceux qui ont voulu le confisquer ont vu lentement disparaître, au fil des jours et des ans, les flambeaux et les torches avec lesquels ils croyaient avoir allumé des incendies définitifs. Même les religions, ces labours terrestres de l'éternité, ne tracent plus de sillons rectilignes. Ce que l'on y sème ne produit pas toujours la récolte que l'on espère. La guerre est devenue « sainte », des Torquemada intégristes ne sanctifient plus que la violence et la mort, invoquant une volonté divine dont ils prétendent déchiffrer les desseins et s'approprier les fins.

La démocratie, outil de gestion des sociétés

La démocratie n'est pas une invention des temps modernes. D'anciennes sociétés ont recherché des modes de gestion de leurs populations les libérant des tyrans comme de l'usage solitaire et exclusif du pouvoir. Ce qu'ils avaient conçu ressemblait plus au partage des privilèges qu'à leur suppression, que postulent nos démocraties modernes. La notion est donc ancienne, mais son usage, au sens où nous l'entendons aujourd'hui, récent. Qui plus est, les Etats l'ayant adopté on diversifié ses modes de gestion, utilisant à cet effet des Constitutions, reflet non seulement d'une volonté immédiate, mais également comptables

d'un passé récent comme d'usages anciens. Reste un commun dénominateur, à travers lequel toutes se reconnaissent, le suffrage universel, auquel désormais la dernière marge de la population qui en avait été exclu, les femmes, participent pleinement.

La démocratie s'entend d'abord comme liberté individuelle, laquelle ne peut s'exercer que dans le cadre de la loi. Elle n'abolit pas les différences, mais au contraire les protège, laissant à chacun le soin d'en user selon son génie propre. Certains slogans patriotiques inscrits au fronton des Mairies, Liberté, égalité, fraternité postulent, en ce qui concerne les deux derniers, un individu que la révolution voulait différent de sa réalité première, à savoir l'individualisme et tout ce qui en découle, à commencer par le pouvoir et l'argent. La démocratie ne les a pas abolis ni changé l'homme, mais institutionnalisés leurs conquêtes en les rendant théoriquement accessibles à chacun, modifiant donc radicalement, en un premier temps, les modes anciens de l'appropriation. En cela, l'égalité apparaît comme l'indispensable protection de chacun pour tracer son chemin, mais elle ne s'entend que devant la loi, qui n'est pas la société mais son contenant. Le contenu, à savoir le citoyen, demeure un être seul et censé responsable. La fraternité, quand elle rassemble une somme d'individualités, s'inscrit comme ciment mais aussi tranquillisant social. Elle peut s'exercer dans tous les domaines de l'activité humaine en associant, protégeant et rassurant. Son usage totalise les différences, qu'elles soient professionnelles, politiques ou religieuses.

Quand la démocratie s'affirme pluraliste, elle dresse un constat, à savoir que son fonctionnement s'inscrit dans l'ensemble des citoyens qui la composent, supposant non pas uniformité des opinions mais au contraire respect de leurs diversités. Ce qui conduit immanquablement les in-

dividus à s'identifier aux desseins de partis politiques représentant leurs intérêts quand il s'agit de l'Etat, l'expression de la volonté populaire majoritaire indiquant le sens qui sera donné à sa conduite. Cela ne peut fonctionner que dans la mesure où les minorités peuvent librement s'exprimer, critiquer et proposer.

Qu'est-ce que la liberté, sinon le choix ? C'est ce que la démocratie ordonnance et le mode de gouvernement que se sont donnés la presque totalité des pays européens, l'Amérique du Nord, une partie du Sud, ainsi que l'Australie. Quant à l'Asie, même si elle n'en est pas totalement absente, ses modes de fonctionnement s'éloignent parfois sensiblement de sa réalité première, le mot accommodant un breuvage qui n'est pas toujours une soupe populaire. Par nature, la démocratie ne s'impose pas mais se conquiert par les peuples qui en sont privés.

Dans les pays où règne l'Islam, religion à connotation tant civile que religieuse, son usage n'apparaît pas évident tant que la société ne se laïciser pas. Les USA l'apprendront à leurs dépens, en Afghanistan et en Irak, où les composantes religieuses souvent féroceement opposées, ne s'accommoderont jamais de la démocratie, que non seulement l'Islam ignore, mais également combat. Nous devrions laisser au quart de l'humanité qui suit les prescriptions de Mahomet le soin de trouver en son sein un Luther ou un Calvin qui reformera une religion congelée depuis plus de 13 siècles dans ses dogmes. Certains lui ont fait rater la révolution économique issue des grandes découvertes au XVème siècle, comme de l'applications des droits de l'homme dont se réclament précisément toutes les démocraties.

Reste à découvrir pourquoi, dans des pays « chrétiens » un fruit aussi tentant devait parfois s'avérer véreux, et

comment l'animal qui fouaille ses entrailles se nourrit de sa pulpe.

Un régime qui manque à ses devoirs

Winston Churchill, un jour, s'est écrié : « La démocratie est le pire des régimes... excepté tous les autres ». Boutade ? Que non pas, mais expression dérisoire d'une réalité bien présente, à savoir que la démocratie en diluant le pouvoir, rendait possible sa conquête selon des modes nouveaux, tant politiques qu'économiques, créant ainsi des hiérarchies inédites dont dépendait partiellement la direction de l'Etat, devenue aléatoire et fluctuante au gré des résultats électoraux. Une fois de plus, ont devait constater que la démocratie pouvait substituer une politique à une autre, mais était incapable de changer l'homme originel. Derrière le démocrate se profile immanquablement l'autocrate, et si la réussite a changé de camp, elle consacre l'usage d'une volonté individuelle, désormais substituée à la seule naissance. La démocratie permettra ainsi la reconstitution des différences qu'elle entendait, sinon abolir, du moins humaniser, mais elles auront le droit pour contour, lequel légitimera la possession à laquelle, théoriquement, chacun pourra avoir accès en fonction de son activité propre.

Nous savons comment le capitalisme a péjoré des idées généreuses, et utilisé la démocratie aux fins d'enrichissement d'une seule part des citoyens, certes plus importante qu'autrefois, et surtout de différente extraction, mais quel prix le peuple devra acquitter pour que des droits nouveaux devant consacrer la liberté d'entreprendre, ne profitent pas à l'ensemble mais restent le privilège d'un petit nombre.

La richesse a changé de camp, mais demeurera longtemps confinée chez de nouveaux possédants. Engrangeant les fruits du labeur d'une majorité de travailleurs, longtemps ces derniers n'auront pas de représentation populaire au sein de régimes qui, bien que succédant à l'autocratie, n'auront pas l'outrecuidance de se nommer démocratiques. Entre la fin du XVIII^e siècle et le début du XX^e, l'ancien régime s'est effacé sans pour autant voir disparaître ce que la révolution française prétendait abolir, la fin des privilèges. La bourgeoisie, nouvelle entité possédante et dirigeante, se substituait à une ancienne classe de dépossédés, la noblesse. Quant au peuple, autrefois majoritairement composé de travailleurs de la terre, la révolution industrielle devait l'asservir, l'écartier de l'usage de droits théoriquement reconnus mais non exercés, comme de la direction d'Etats que les nouveaux maîtres de l'économie entendaient seuls assumer.

Ce n'est qu'au début du XX^e siècle que la démocratie surgira réellement des luttes entreprises par les démunis, les dépouillés, et que ce qui avait succédé à l'ancien régime devra abandonner une défroque qui ne recouvrait que la mutation des privilèges. Ce temps de latence des libertés ne pouvait s'accomplir dans la sérénité mais bien au contraire s'inscrire dans la révolte. Dans les Etats où elle a triomphé, soit la majorité de nos démocraties modernes, à sa légitimité originelle, une fois son succès assuré, a succédé une volonté de destruction de l'option démocratique si péniblement accouchée, vécue comme origine des maux populaires et non comme garante de libertés devant les en empêcher. La démocratie n'était plus reconnue, par certains, comme aboutissement, mais comme transition vers une société sans classes. Enfermée jusqu'alors comme le Génie dans la lampe d'Aladin, l'Utopie allait enfin éclairer le monde.

Quand Marx publia « Le Capital », son analyse d'une société économiquement et politiquement perverse ne souffrait aucune discussion. Hélas, si l'immédiat devait lui donner raison, le futur véhiculé par le temps écrirait une histoire qui devait démonétiser aussi bien ses analyses que ses projets. Marx entendait mettre fin à une situation issue pour l'essentiel de la révolution industrielle, en utilisant la démocratie (et non la révolution) pour permettre au prolétariat une conquête du pouvoir et sa conservation, instituant définitivement une société communiste. Ce faisant, il a délibérément ignoré la nature humaine, notion que la gauche conteste car c'est elle qui s'oppose à l'uniformisation socialiste et à la fin de la liberté d'entreprendre, soit, in fine, à la liberté tout court.

Le drame du marxisme n'est pas qu'il ait eu raison à un moment donné de l'aventure humaine, mais que sa doctrine se soit congelée en religion et donné naissance à des Etats criminels. Dès lors, l'Eglise trouvera ses grands prêtres, ses prosélytes et ses impétrants, mais hélas connaîtra ses martyrs, les siens et ceux qu'elle devait faire. Ils furent des millions, ce qui aurait dû démythifier, sinon la doctrine du moins son appropriation par ceux qui devaient la transformer en instrument de pouvoir individuel. Il n'en fut rien et nos démocraties modernes doivent continuer de vivre avec leurs adhérents, lesquels ont substitué à la mémoire des crimes les réalités de la lutte, occultant soigneusement les premiers au nom de la seconde.

Comment cette permanente imposture a-t-elle été rendue possible, alors que d'autres idéologies tout aussi criminogènes ont été, avec raison, féroce­ment dénoncées et leurs adeptes rejetés au ban de la société. A cela une réponse, qu'il conviendra d'analyser : La démocratie a peiné à s'ériger réellement, et souvent manqué à ses devoirs. L'espoir n'a pas de contours définis, ni d'adresse et

de permanence politique. Il emprunte des chemins cahoteux, souvent balisés par des individus désireux de conduire les pèlerins de l'imaginaire vers des lieux de certitudes où les illusions n'ont plus place, où la volonté s'efface et l'individu se dilue. Edifice monolithique condamnant l'errance spirituelle au profit de l'adhésion inconditionnelle... ou de la mort. Les moissons de la société totalitaire n'ont produit qu'un pain amer. Aux épis espérés, les champs se sont couverts de croix. Mais avant les sinistres récoltes, les charrues s'enfoncèrent dans une terre dans laquelle ses nouveaux laboureurs entendaient y semer le blé de l'égalité. Hélas, ses produits ne profitèrent qu'à quelques-uns.

